

remet uniquement à l'économie de marché à un instant donné ne parvient pas toujours à parer à une crise, même quand cette crise a été prévue. Les dangers d'un excès d'optimisme devraient être évidents après trois chocs de prix pétroliers et un embargo. De nouvelles perturbations du marché pétrolier mondial sont une quasi-certitude.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu six perturbations de l'approvisionnement mondial en pétrole, qui sont toutes nées au Moyen-Orient: (1) le boycottage iranien de 1951-1953; (2) la crise de Suez de 1956-1957; (3) la guerre des Six jours de 1967; (4) la guerre du Yom Kippur en 1973; (5) la révolution iranienne de 1979; (6) l'invasion en 1980 de l'Irak par l'Irak. Ces trois derniers événements ont eu des répercussions énormes à l'échelle mondiale. Par exemple, depuis 1973, il y a eu transfert de plus de 2 billions de dollars américains des pays importateurs de pétrole vers les pays membres de l'OPEP. Ce transfert a beaucoup contribué à l'endettement catastrophique du tiers monde et à faire durer le conflit entre l'Irak et l'Irak malgré de lourdes pertes humaines et la destruction constante de matériel militaire coûteux.

Il n'est pas étonnant que les gouvernements aient jugé nécessaire de jouer un rôle plus direct dans le domaine de l'énergie. Et il ne faudrait pas s'étonner non plus que les gouvernements, celui des États-Unis comme les autres, le fassent de nouveau à l'avenir s'ils jugent que les circonstances l'exigent.

Aujourd'hui, le marché international du pétrole ne fonctionne relativement bien parce que la majorité des membres de l'OPEP veulent bien réduire la production et parce que l'Arabie Saoudite a repris son rôle de régulateur. Cette capacité inexploitée représente environ 10 millions de barils par jour. Le Canada, à titre de comparaison, consomme un peu plus d'un million de barils par jour. De cette capacité de 10 millions de barils, les deux tiers se trouvent dans la région du golfe Persique et le reste dans d'autres pays de l'OPEP. Quant au reste du monde, pays communistes compris, la production s'y rapproche de la capacité installée.

L'effondrement des prix du pétrole, en 1986, a entraîné une diminution de l'effort de prospection et de développement, surtout en Amérique du Nord, où il y a un grand nombre de puits peu productifs et où le coût moyen de prospection de nouvelles réserves est élevé. Ce ralentissement occasionnera dans quelques années une diminution de la production pétrolière, ce qui renforcera la position de l'OPEP.

Dans le monde industrialisé, les marchés de l'énergie sont de plus en plus liés, car l'industrie et les services publics augmentent leur capacité bi-énergie. Les responsables de l'élaboration des politiques ne peuvent fermer les yeux sur le caractère artificiel des cours mondiaux et sur l'effet d'entraînement que la moindre fluctuation du prix du pétrole peut avoir sur les autres prix énergétiques.

Rien n'a changé suffisamment dans l'environnement géopolitique pour justifier la complaisance que le gouvernement conservateur affiche dans sa politique de l'énergie. Bien entendu, le Programme énergétique national a été une réaction extrême dans une situation où la politique en place ne permettait pas de faire face à la crise. Pareillement, la politique de laissez-faire du gouvernement en place est une réaction excessive à la politique antérieure. Ces changements soudains de

politiques sont néfastes au développement du secteur énergétique.

J'espère que les options énergétiques témoignent d'une volonté de la part du gouvernement de voir avec un esprit plus ouvert le développement d'une politique énergétique et j'attends les recommandations qui sortiront de cet exercice au printemps prochain. Je regrette cependant que cette réflexion ne soit pas intervenue plus tôt, au moment des premières réactions du gouvernement conservateur et de la définition d'une nouvelle politique énergétique. Nous avons perdu trois ans et, avec l'accord de libre-échange, nous avons perdu pas mal de latitude dans notre définition de la politique.

Du point de vue de la réglementation, on a également apporté des changements favorables à l'industrie. Il est moins sûr que ces changements soient, en fin de compte, profitables pour les consommateurs canadiens.

Par le passé, l'Office national de l'énergie appliquait certains tests avant d'accorder des permis d'exportation de pétrole brut, de gaz naturel ou d'électricité. Nous avons des tests concernant les approvisionnements et les prix, destinés à protéger les intérêts des consommateurs canadiens. Aujourd'hui, le secteur pétrolier semble avoir converti le gouvernement à son point de vue qui est de vendre sans restriction le pétrole et le gaz aux États-Unis, et qu'il est mal avisé de laisser le pétrole dans le sol si ce n'est pas conforme aux bonnes pratiques d'exploitation.

L'exploitation de nos réserves pétrolières à leur débit d'efficacité maximale ne produira pas d'augmentation appréciable de la production. En dépit du fait que l'OPEP détient la quasi-totalité de la capacité mondiale inexploitée, elle soulève fréquemment la question de la préservation des ressources. Au Canada, nous avons géré nos ressources de pétrole et de gaz à l'avantage, peut-être, du consommateur américain d'aujourd'hui. Les subventions passées et présentes pour encourager le développement de notre industrie pétrolière—le programme d'encouragement du secteur pétrolier a été le plus coûteux et est le plus évident—seront maintenant transmises en grande partie aux acheteurs américains, vu la nature de l'Accord de libre-échange et la politique fédérale actuelle.

Dans ce contexte, il est intéressant de remarquer que le texte définitif de l'accord dit: «Les deux pays ont également convenu d'autoriser l'application de mesures nouvelles ou existantes propres à stimuler la prospection et l'exploitation dans les secteurs pétrolier et gazier, afin d'assurer le maintien des réserves de ces ressources énergétiques.» Étant donné que les expéditions transfrontalières de pétrole et de gaz vont presque exclusivement du Canada vers les États-Unis, il n'est pas surprenant que les Américains aient accepté cette disposition.

Nous ne sommes pas actuellement dans une période représentative en ce qui concerne l'exportation du pétrole. Ces derniers mois, nous avons repris la première place, que nous avions brièvement occupée en 1973, parmi les fournisseurs de brut et de produits pétroliers des États-Unis. Mais pourquoi l'avons-nous reprise à un moment où le rapport entre nos réserves et notre production annuelle est seulement de 12? À la fin de 1986, ce rapport était de 73 pour l'OPEP, de 97 pour l'Arabie Saoudite et de 210 pour le Koweït. Pourtant, dans cette période de baisse de la production et de hausse des importations de brut léger conventionnel, nous nous trouvons